



digital.union@sonapresse.com

L'actu du web

LE BUZZ DE LA SEMAINE

Drame à Oyane 4 : la toile consternée

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

L'INFORMATION et les photos qui ont été diffusées par les différents canaux sont encore dans les mémoires. Un chauffeur fou a perdu le contrôle de son véhicule et a fauché cinq enfants à Oyane 4, sur la Nationale 1. Quatre sont morts sur le coup et le cinquième a été admis dans une structure hospitalière.

La Première dame Sylvia Bongo Ondimba a partagé la douleur des proches des victimes sur son compte Facebook et elle n'a pas manqué de relever que les conducteurs ont le devoir de respecter le Code de la route. "Ce n'est pas le rallye", estime aussi 3AL sur Twitter. Si les internautes ont apprécié la sortie de la First Lady, celle du Premier ministre, Alain-Claude Bilie-By-Nze, a plutôt créé quelques remous.

Dès l'annonce de ce drame, un internaute s'était demandé si le "Premier ministre, Alain-Claude Bilie-By-Nze, sera au chevet des familles endeuillées". La réponse pour le moment est non. Et elle est rapidement venue de l'intéressé lui-même. "C'est avec consternation que j'ai appris l'accident ayant occasionné la mort de quatre enfants sur la Route nationale 1. J'ai demandé à Camélia Ntoutoume-Leclercq,



Le véhicule à l'origine de l'accident.

ministre de l'Éducation nationale, de se rendre sur les lieux et de faire part de la compassion du gouvernement aux familles", a-t-il écrit, le 8 février dernier sur Twitter.

Avec ce post, a pensé Gabon Média Time, le Premier ministre a aussitôt refilé "la patate chaude" à son ministre. Car "ce dossier (...) met à mal le gouvernement qui

n'aurait pas tout mis en œuvre pour éviter ce type d'accident. Le faible ensoleillement de cette zone, l'absence de trottoir et le tracé serpenteur de cette voie incombe au gouvernement", affirme le journal en ligne. Panthère_Jacustré voit aussi une démission de l'État sur la question de la route. "Les gens cotisent pour payer les profs, les gens

vont devoir cotiser pour mettre un dos-d'âne à certains endroits avant l'école".

"Pourquoi ce désintérêt ?", se demande Fridolin. Rodrigue N. croit avoir la réponse. "Nos gouvernants (...) ne méritent pas le soutien des populations lors de leurs différentes visites dans nos quartiers", estimant que ces derniers font mal les choses.

Par Innocent M'BADOUA
TIKTOK EST DANS LE VISEUR
DU SÉNAT FRANÇAIS



Photo: DR

Ils veulent y voir plus clair. Le Sénat français vient de décider de lancer une commission d'enquête sur le fonctionnement de TikTok. C'est le groupe Les Indépendants, classé à droite, qui a lancé cette initiative. Claude Malhuret, sénateur de l'Allier, justifie ainsi sa démarche : "Il y a un certain nombre d'accusations graves concernant ce réseau, sans compter que toute entreprise chinoise, quelle qu'elle soit, est obligée de collaborer avec les systèmes de renseignement chinois. Par conséquent, ça me paraît tout à fait logique, tout à fait nécessaire, que le Sénat mène une commission d'enquête là-dessus". Les 19 sénateurs qui prendront part à cette commission d'enquête à partir du mois de mars tenteront donc de déterminer si la plateforme chinoise a respecté ou non ses obligations en matière de protection des données personnelles.

LE ROBOT CHATGPT A FAILLI
RÉUSSIR UN EXAMEN DE
MÉDECINE AMÉRICAIN



Photo: DR

ChatGPT a failli obtenir son diplôme de médecine. Le logiciel à succès d'OpenAI a obtenu un score proche de celui requis pour réussir un difficile examen de médecine aux États-Unis, selon une étude publiée ce jeudi dans la revue Plos Digital Health. Des chercheurs de l'entreprise AnsibleHealth ont testé le logiciel, qui génère des textes grâce à l'intelligence artificielle (IA), sur un examen que doivent passer les étudiants en médecine aux États-Unis. Baptisé USMLE, cet examen est divisé en trois parties : une passée après deux ans d'étude, la deuxième au bout de 4 ans et la troisième est requise pour devenir médecin.

Humeurs

TROP DE COMMENTAIRES AUTOUR DU CONCOURS D'ENTRÉE À L'INFASS

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

Le concours d'entrée à l'Institut national de formation et d'action sanitaire et sociale (INFASS) continue de susciter remous et commentaires sur la toile, notamment les réseaux sociaux Facebook et WhatsApp sur lesquels cet avis de concours a été largement diffusé.

Il y a d'abord la question d'égalité des chances pour les Gabonais, surtout ceux de l'intérieur du pays, à passer ce concours. Cette question a été soulevée par le Syndicat national des personnels de santé (Synaps). "Nous avons 9 provinces, et le Premier ministre

parle de proximité. Or, le ministère de la Santé a une décentralisation bien assise. (...) Il est, par exemple, difficile pour nos amis de Franceville et de Koula-Moutou de venir à Libreville, déposer le dossier et repartir pour attendre la date du concours", a déploré Serghes Mickala-Moundanga, secrétaire général du Synaps cité par GabonReview.

Sur un tout autre plan, devant l'afflux des candidats venus déposer les dossiers, des internautes se désolent. "Ils vont encore encaisser des sous, des centaines de millions pour les frais de dossier, pour combien de places ?" Pour concourir en effet, tout candidat doit s'acquitter de 20 000 francs



Photo: SNN

afin que lui soit remise la fiche du dossier, puis il doit passer l'examen du certificat médical à l'INFASS même, contre 5 000 francs. Tout certificat médical venant d'ailleurs est rejeté.

Voyant le mal partout, certains internautes estiment que c'est de l'argent jeté par les fenêtres car les noms de ceux qui "doivent

gagner sont déjà envoyés par les long-bras".

Enfin, une frange d'internautes s'interroge sur les débouchés de ceux qui vont être formés au terme du concours qui va être organisé. "La dernière promotion est encore assise à la maison et on appelle à former d'autres, quel pays !"